

---

poliment écarté cette initiative comme n'ayant pas fait l'objet de discussion avec le Japon. Depuis que Gensher a annoncé sa démission, il n'y a pas eu de suivi diplomatique de la part de Bonn.

24. Pour une analyse détaillée des questions de sécurité régionale, consulter l'article de Stewart Henderson intitulé «Le Canada et la sécurité dans l'Asie-Pacifique», Document n° 92/3 du Groupe de la planification des politiques, publié en janvier 1992.
25. L'administration Bush, le Congrès - et les Japonais - ne sont pas sans savoir que les États-Unis doivent emprunter du Japon afin d'assurer leur propre sécurité, une situation intenable à long terme. La relation nippo-américaine de sécurité, bien qu'elle soit indispensable pour les deux pays, deviendra plus complexe en raison des frictions croissantes que suscite le commerce bilatéral et de la prise de conscience de plus en plus évidente (quoique difficile à admettre) du fait que la Russie ne constitue plus une menace crédible à la stabilité de l'Asie-Pacifique.
26. L'annonce, faite récemment par le Président Bush, d'un programme d'aide de U.S.\$ 24 milliards à la CEI, programme auquel participe le Japon, risque de réduire le levier économique du Japon sur la Russie. Il est intéressant de remarquer que le Ministère des Affaires étrangères, traditionnellement plus attentif aux considérations internationales, est en ce moment l'organisme gouvernemental qui, devant les pressions domestiques pour le retour des territoires du Nord, prône la ligne dure en ce qui a trait à l'aide économique à la Russie, tandis que le plus conservateur Ministère des Finances aimerait qu'une attitude plus flexible soit adoptée afin de contribuer à la stabilité économique mondiale et de présenter un front uni avec les autres membres du G7.